

Chapitre 7

Prochaines étapes

Ce chapitre évoque un certain nombre de recommandations pour faire avancer l'efficacité des OSC suivant le FHN-3 d'Accra. Il cite certains efforts qui sont déployés à l'heure actuelle par les intervenants, y compris : ce qui se fait dans certains pays en voie de développement ; l'intégration des OSC au Groupe de travail du CAD sur l'efficacité de l'aide (GT-EFF) ; un processus de dialogue sur l'efficacité des OSC mené par la communauté internationale des OSC.

La Synthèse des enseignements et des recommandations du GC-SC se termine par quatre recommandations relatives aux prochaines étapes du dialogue multipartite.

Recommandation 18

Que des consultations multipartites soutenues sur l'efficacité des OSC soient amorcées ou étendues dans tous les pays, afin d'arriver à une compréhension précise et pragmatique des voies et moyens qui permettraient de renforcer la société civile et les OSC dans leurs rôles d'agents de développement, de participation et de responsabilisation.

Recommandation 19

Que tous les intervenants, conjointement et individuellement, mettent à l'essai de bonnes pratiques découlant des diverses recommandations issues du travail du Groupe consultatif et en suivent le progrès afin de contribuer à un processus permanent d'apprentissage et de dialogue.

Recommandation 20

Que les ministres à Accra avalisent et appuient le processus de dialogue et de recherche de consensus, lancé par les OSC, au sujet des principes, lignes directrices et bonnes pratiques relatifs à l'efficacité des OSC. Que ce processus, qui mettra à contribution une pluralité d'intervenants, soit reconnu dans le Programme d'action d'Accra et que les donateurs et les gouvernements des pays en développement collaborent avec les OSC pour reconnaître et assumer la responsabilité partagée par tous les acteurs quant à l'amélioration de l'efficacité du travail de développement des OSC.

Recommandation 21

Que la question des OSC et de leur efficacité fasse partie intégrante de tout mécanisme et accord futur se rapportant au développement et à l'aide après le Forum d'Accra.

Les participants à la rencontre d'Accra se sont interrogés sur le meilleur moyen de mettre en pratique les recommandations du GC-SC relatives aux prochaines étapes du dialogue, au cours de la Table ronde 6, sur le rôle de la société civile dans le renforcement de l'efficacité de l'aide. Le sujet a été repris lors d'une réunion spéciale des intéressés en octobre 2008. Les discussions ont débouché sur la formulation de recommandations complémentaires qui ont été soumises au GT-EFF en vue de sa réunion de novembre 2008 (GC-SC, 2008a). Ces recommandations portent sur les points suivants :

- l'intégration officielle des OSC au sein du GT-EFF et leur intervention en tant que participantes de plein droit dans les différents sous-groupes du GT-EFF ;

- la création d'un groupe de membres du GT-EFF pour promouvoir et suivre l'application des enseignements et recommandations du GC-SC et des dispositions du Programme d'action d'Accra qui revêtent une importance particulière pour les OSC ;
- la nécessité de porter une attention particulière aux efforts multipartites au niveau des pays ;
- la création d'un fonds commun qui appuiera la participation des OSC aux prochaines étapes du dialogue sur l'efficacité de la société civile.

Le travail durant ces prochaines étapes sera accompli à trois niveaux :

- au niveau des pays, où les intervenants pourront collaborer pour mettre en œuvre bon nombre des recommandations figurant dans la *Synthèse* du GC-SC ;
- au niveau international, où les OSC et les donateurs poursuivront le dialogue (ensemble et séparément) sur les questions d'efficacité de l'aide et du développement ;
- au niveau des intervenants pris individuellement, à qui il revient en bout de ligne d'appliquer les bonnes pratiques recommandées dans le présent document.

Au niveau des pays, l'exemple ci-après sur les consultations nationales tenues au Mali sous l'impulsion du GC-SC donne une bonne illustration des efforts multipartites qui peuvent être envisagés (exemple 79). D'autres démarches semblables ont été entamées au Ghana, en Zambie et au Mozambique sous la direction des donateurs du Groupe Nordic+, qui cherchent des moyens plus efficaces d'appuyer collectivement la société civile dans ces pays.

Au niveau international, tout est en place pour la participation officielle des OSC au GT-EFF et à ses sous-groupes de travail dès juillet 2009, et les questions ayant trait aux OSC sont susceptibles d'être au centre des débats au prochain Forum de haut niveau, prévu pour 2011.

Les OSC elles-mêmes multiplient les efforts pour faire avancer la réflexion sur l'efficacité de leurs actions, à l'échelle tant nationale qu'internationale. Le Comité directeur international (rebaptisé Groupe de coordination Better Aid), dont le mandat était de coordonner l'apport des OSC au processus d'Accra, poursuivra ses activités et coordonnera l'action de Better Aid, qui est en mesure de favoriser la participation et la représentation des diverses catégories d'OSC.

L'une des initiatives les plus significatives mises en marche par des OSC à l'échelle internationale, décrite dans l'exemple 80, est le Forum sur l'efficacité du développement des OSC. Cette initiative, dont prend acte le paragraphe 20 b) du Programme d'action d'Accra, stimulera les discussions des OSC sur les enjeux liés à l'efficacité.

En somme, il semblerait que les enseignements et recommandations du GC-SC commencent à porter fruits et qu'un travail considérable soit en vue pour les prochaines années. Le présent document se veut une contribution à ce processus.

En pratique : Prochaines étapes pour la mise en œuvre

Exemple 79. Les consultations nationales sur la société civile au Mali*

Le processus de consultation du GC-SC a permis à la société civile de participer aux discussions sur l'efficacité de l'aide tant au niveau des pays qu'à l'échelle régionale et internationale. C'est ainsi que des consultations multipartites se sont déroulées dans 35 pays, dont au Mali, l'un des pays qui s'est le plus investi dans ces consultations.

Le processus de consultation au Mali s'est échelonné de juin à septembre 2007. Le processus a été facilité par le Canada et la France et organisé par un comité directeur des consultations nationales composé des principales organisations cadres d'OSC du pays. Ont pris part aux consultations nationales, régionales et de district 650 personnes, qui représentaient 292 OSC, le gouvernement et les organisations des donateurs. Le comité directeur entend maintenant devenir une organisation cadre pour toutes les OSC au Mali, afin d'améliorer la représentation de la société civile dans le pays.

Le processus de consultation au Mali a été l'occasion pour les OSC et les donateurs de mieux coordonner leurs efforts et pour le gouvernement de mieux apprécier le dynamisme et la diversité de la société civile malienne. Les consultations ont donné un nouvel élan au dialogue tripartite entre les partenaires, et on s'attend à ce qu'elles aient pour effet d'accroître la représentation des OSC et de systématiser la prise en compte de leurs préoccupations dans les forums réguliers, comme les examens des stratégies de réduction de la pauvreté et les tables rondes des donateurs. La version préliminaire d'un code d'éthique pour le dialogue prévoit un mécanisme permanent incluant des réunions annuelles de tous les donateurs et OSC sur les défis mondiaux, apparentées aux consultations nationales, et deux ou trois réunions par an sur des questions précises.

Un plan d'action établi par les donateurs pour la mise en œuvre de la Déclaration de Paris au Mali prévoyait, entre autres choses, la réorganisation des groupes thématiques pour faire place à un groupe sur la société civile comptant 14 membres. Ce groupe, qui a vu le jour en février 2008, a pour mandat de coordonner et de faciliter le dialogue entre le gouvernement, les donateurs et la société civile.

En outre, une commission tripartite réunissant des représentants du gouvernement, de la société civile et des donateurs a été établie pour concevoir et financer un programme national d'appui aux OSC. Ce programme qui fera l'objet d'une gestion conjointe vise le développement des capacités de la société civile au chapitre du dialogue sur les politiques. Ses activités seront mises en œuvre à partir de septembre 2009, au moyen d'un fonds commun auquel contribueront le Canada, le Danemark, la France, les Pays-Bas et la Suisse. Il est prévu que l'Union européenne, l'Asdi et l'Espagne se joignent au groupe ultérieurement, tandis que d'autres pays, comme les États-Unis, ont promis de coordonner leurs actions avec celles du fonds.

* Figure dans le recueil d'études de cas – *Civil Society and Aid Effectiveness Case Book* (2008).

Source : « National Consultations on Civil Society and Aid Effectiveness in Mali », étude de cas (2008) ; Tembely (2008).

Exemple 80. Le Forum sur l'efficacité du développement des OSC

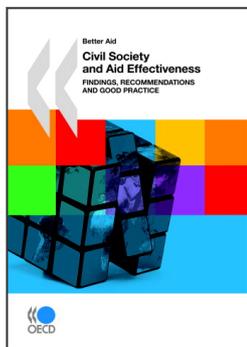
En juin 2008, plus de 70 délégués de la société civile venant de pays développés comme de pays en développement ont tenu à Paris une réunion exploratoire sur l'efficacité des OSC et ont convenu de lancer un processus intitulé « Forum sur l'efficacité du développement des OSC » pour une période de deux ans, de janvier 2009 à décembre 2010. Le Forum sera géré et appuyé par le Groupe de facilitation global, qui compte 25 représentants d'OSC, et qui travaillera en étroite collaboration avec les responsables de la plate-forme de Better Aid.

Un rapport d'étape dressé à la suite de la réunion exploratoire esquisse les principales orientations et les défis du Forum :

- L'élaboration des principes d'efficacité des OSC mettra l'accent sur leurs divers rôles en tant qu'acteurs du développement et de l'aide, en particulier dans des domaines comme les droits de la personne et des femmes, la subsistance, la durabilité de l'environnement et le développement démocratique.
- Le Forum s'organisera selon un processus dirigé par les OSC et visera à dégager un consensus en mettant à contribution tous les acteurs du développement intervenant aux niveaux national, régional et international (pas seulement les OSC).
- Le Forum offrira un espace d'apprentissage permettant aux OSC de formuler des principes afférents à leur efficacité comme acteurs du développement, auxquels viendront s'ajouter des orientations sur la manière de les appliquer et des propositions de bonnes pratiques pour la responsabilisation des OSC à leur égard. À noter toutefois que l'application des principes sera fonction du contexte et qu'il ne s'agit pas d'établir un code de conduite unique pour toutes les OSC.
- On estime que les résultats du Forum constitueront une importante contribution de la part des OSC à une déclaration multilatérale sur l'efficacité du développement au FHN-4 en 2011.

Les OSC espèrent que le Forum contribuera à leur assurer une place, sur un pied d'égalité avec les autres intervenants, à la table de négociation en vue du prochain FHN.

Source : Groupe de facilitation global (2008).



Extrait de :

Civil Society and Aid Effectiveness

Findings, Recommendations and Good Practice

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264056435-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Prochaines étapes », dans *Civil Society and Aid Effectiveness : Findings, Recommendations and Good Practice*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264062672-12-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.